

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 21/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TERRISSE**

2 RUE JB PERRIN  
ZI du Capiscole - CS 60714  
34536 BEZIERS

Références :  
Code AIOT : 0006600573

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement TERRISSE implanté au lieu-dit Pied Bouquet 30260 LIOUC. L'inspection a été annoncée le 08/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée afin de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERRISSE
- Pied Bouquet 30260 LIOUC
- Code AIOT : 0006600573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière TERRISSE est autorisée par arrêté préfectoral du 26 mars 2007 pour une durée de 15 ans, prolongée jusqu'en septembre 2023, pour une capacité de production maximale annuelle de 122,4 kT. Le site dispose d'une installation de traitement destinée à préparer les matériaux aux activités de TP locales. Une demande de reconduction de l'autorisation à l'issue de l'échéance actuelle

d'autorisation, est en cours d'élaboration et devrait prochainement être déposée pour la poursuite de l'activité.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Sous-préfète du Vigan; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Sous-préfète du Vigan, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Sous-préfète du Vigan, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 2.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	poussière	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1	/	Sans objet
2	poussière	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1	/	Sans objet
3	tir à l'explosif	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de vérifier la mise en conformité des installations par rapport à l'arrêté préfectoral du 12 mai 2022 relatif à la mise en demeure sur l'exploitation. **L'inspection des installations classées propose donc de solder cette mise en demeure.**

Quelques documents complémentaires en cours d'élaboration pour la plupart d'entre eux sont demandés à l'issue de cette visite.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant respecte les dispositions prévues à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en mettant en place une surveillance environnementale concernant les envols de poussières autour de la carrière en utilisant des jauges opérées selon la norme NFX 43-007 (2017)
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni la convention passée avec ATMO Occitanie pour la mise en place d'une surveillance environnementale en application des dispositions de l'article 19.2 et suivants de l'AM du 22 septembre 1994.  L'exploitant indique que la mise en oeuvre des premières campagnes de mesure a démarré du 26 juillet ou 24 août 2022.  Il est rappelé la nécessité de fournir un bilan annuel des résultats des mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bache des camions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant respecte les dispositions prévues à l'article 19.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, en mettant en place le respect et le contrôle des opérations de bache ou d'aspersion ou autre dispositif des camions en sortie de carrière
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit les éléments indiquant la mise en place d'un registre permettant de vérifier la mise en place du bache ou de l'arrosage selon les conditions climatiques.  Le registre est établi par l'opérateur et renseigné pour un contrôle aléatoire quotidien.  Par ailleurs, une procédure décrivant l'action a été déployée au sein de la carrière.
<b>Observations :</b> La procédure concernant le contrôle du bache doit être approuvée par le personnel afin de s'assurer qu'elle a été comprise.

### N° 3 : tir à l'explosif

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan de tir
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant respecte les dispositions prévues à l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2007 susvisé, en mettant en place un plan de tir pour l'abattage à l'explosif réalisé en conformité avec les exigences du titre explosif relevant du décret n°80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives
<b>Constats :</b> Le responsable QSE a suivi la formation CPT permettant de superviser la réalisation des tirs sur la carrière, activité sous-traitée. L'examen pour l'obtention de la qualification est fixé au 27 septembre 2022.  Il est demandé de fournir l'attestation de formation une fois qu'elle sera obtenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Plan de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2007, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour du plan d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La documentation comprend au minimum: [..] Les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels sont reportés: - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords, dans un rayon de 50 m; - les bords de fouille ; - les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs; - les zones remise en état ; - la position des ouvrages à protéger et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales ; Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le plan de carrière a été mis à jour version mai 2022. Il est toutefois demandé d'en adresser une copie à l'inspection des installations classées sous format électronique. En effet, l'indication des côtes reste peu facilement lisible.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites